

L'urgence d'une hausse des tarifs de l'eau

Dossier de la rédaction de H2o
January 2025

Face à une situation de plus en plus préoccupante en matière de gestion de l'eau, la Tunisie se voit dans l'obligation de réviser ses tarifs afin de répondre aux défis posés par la crise hydrique qui frappe le pays. Cette révision est désormais perçue comme une mesure indispensable pour assurer la durabilité des ressources en eau et garantir leur gestion responsable à long terme.

Saoussen Ben Nasr, directrice adjointe de l'unité de modélisation à l'Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (ITCEQ), a annoncé qu'en collaboration avec l'Agence française de développement (AFD), l'ITCEQ a réalisé une étude approfondie visant à fournir à l'État tunisien un modèle économique permettant d'évaluer les effets des changements climatiques sur l'agriculture et l'économie du pays. Cette étude a pris en compte l'ensemble des dimensions du secteur financier, en analysant notamment la rentabilité du secteur bancaire, les taux de crédit, ainsi que l'endettement des agriculteurs et des secteurs public et privé dans leur ensemble. Cette étude s'est concentrée sur l'impact des changements climatiques, en abordant deux scénarios, le scénario le plus pessimiste étant le plus proche de la réalité tunisienne, a-t-elle souligné, lors de son passage sur les ondes d'une radio privée. Mme Ben Nasr a ajouté que les projections indiquent que les changements climatiques auront des répercussions notables sur le secteur agricole, avec une baisse de la croissance estimée à -0,5 % par an. En outre, près de 200 000 emplois risquent d'être perdus d'ici 2050, principalement dans l'agriculture. Elle a également souligné que ces scénarios mettent en évidence un déséquilibre croissant dans les finances publiques de la Tunisie, avec une augmentation du déficit commercial et courant, ainsi qu'une dépréciation du dinar tunisien.

Face à cette situation, l'étude propose deux hypothèses principales pour aider la Tunisie à s'adapter aux changements climatiques. La première hypothèse repose sur une politique de compensation centrée sur l'agriculture, avec des investissements dans des stations de dessalement et la construction de barrages pour améliorer les ressources en eau. Toutefois, cette option entraînerait un endettement important et un accroissement des déficits économiques. La seconde hypothèse, jugée plus favorable par l'experte, consiste à mettre en place une gestion plus rationnelle de l'eau, en investissant simultanément dans le secteur agricole tout en prenant en compte les secteurs du tourisme et de l'industrie. Cette approche inclut également des réformes économiques et des investissements dans la recherche scientifique pour améliorer la productivité du travail, stimuler la croissance et maîtriser l'inflation.

Dans le cadre de cette même étude, Ben Nasr a formulé plusieurs recommandations, dont la révision de la tarification de l'eau, jugée trop faible pour couvrir les coûts de production actuels. Elle a souligné que cette révision permettrait à la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE) de générer des ressources supplémentaires tout en encourageant une gestion plus économique de l'eau. Mme Ben Nasr a également insisté sur l'importance d'adopter des technologies modernes pour l'irrigation agricole, afin de réduire la consommation d'eau tout en préservant les récoltes.

Meriem Khdimallah, La Presse (Tunis) - à AllAfrica